

L'étude "CAPAZUB"

sur les besoins capacitaires d'un G.T.I.A.

engagé en zone urbaine

Sur mandat de l'état-major de l'armée de terre (EMAT/BCSF), le centre d'évaluation et de retour d'expérience (CEREX), pilote du retour d'expérience (RETEX) de l'armée de terre, a conduit de juillet 2003 à janvier 2004 une étude sur les **besoins capacitaires d'un groupement tactique interarmes engagé en zone urbaine**. Cette étude a été baptisée "CAPAZUB".

Ce bilan des besoins capacitaires s'appuie principalement sur le retour d'expérience des forces terrestres françaises, mais aussi sur celui des forces étrangères. Il couvre en priorité les équipements et systèmes d'armes, mais aussi les modes d'actions et les structures.

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL RANDAL ZBIENEN, DU CEREX

LA METHODOLOGIE

Définie par le CEREX, la méthodologie suivie pour recueillir l'expérience militaire française en zone urbaine a consisté à organiser des séminaires d'acteurs avec l'appui des moyens et procédés¹ de la société RGA SYSTEMES. Les retours d'expérience étrangers (principalement des Etats-Unis, du Royaume Uni et d'Israël) ont été tirés des études menées actuellement par le CEREX sur l'opération Iraqi Freedom et la seconde Intifada.

Ainsi l'étude s'est déroulée en trois étapes principales.

Le pilotage initial

Un groupe de pilotage (GP) composé du CEREX, des demandeurs (EMAT/BCSF) et des autres parties prenantes (CFAT, DGA, CREDAT, EMAT / BPO) s'est réuni

en juillet 2003 à l'Ecole militaire afin de déterminer le processus à suivre, de préciser les populations à interroger, d'élaborer les questionnaires et enfin, de fixer un calendrier.

Le recueil des expériences

Entre septembre et octobre 2003, le CEREX a recueilli avec l'assistance de la société RGA

SYSTEMES les expériences des acteurs désignés, c'est-à-dire :
- un groupe de sous-officiers désignés par le CFAT pour le niveau "exécution" ;

- quatre groupes d'officiers subalternes pour le niveau "exécution-conduite" dans les écoles d'application de l'arme blindée cavalerie (EAABC), du génie

(ESAG), de l'infanterie (EAI) et de l'aviation légère de l'armée de terre (EAALAT) ;

- un groupe de capitaines après temps de commandement pour le niveau "conduite" à l'Ecole d'état-major ;

- un groupe d'officiers supérieurs pour le niveau "conception" à l'Ecole militaire.

A ce stade, ont donc été interrogés cinquante cadres de fonctions opérationnelles et de niveaux différents ayant tous connu une expérience d'engagement en zone urbaine. Ces cadres ont été questionnés :

- sur les **menaces** (ou risques) qu'ils ont redoutées ;

- sur les **capacités** qu'ils ont jugées importantes de détenir dans ce type d'engagement ;

- et enfin, de façon subsidiaire, sur les **modes d'action** à maîtriser et sur d'éventuelles adaptations des **structures** pour le combat en zone urbaine.

Leurs expériences allaient de Beyrouth dans les années 80, à Kaboul tout récemment. Néanmoins, compte-



CDEF

tenu du contexte d'engagement des forces françaises ces dernières décennies, très peu ont vécu des opérations de coercition en milieu urbain. C'est pourquoi, lorsque tous les témoignages ont été recueillis, les RETEX étrangers d'engagements offensifs à Bagdad, à Bassora ou encore dans les Territoires palestiniens, ont été insérés par le CEREX à l'étude.

L'analyse des résultats

Le 17 novembre 2003, le groupe de pilotage, présidé par le CEREX, s'est à nouveau réuni pour fixer la politique d'exploitation des données recueillies.

Il a été décidé que la hiérarchisation des **besoins capacitaires** s'effectuerait à partir des menaces (ou risques) évoquées par les acteurs.

Aussi, le GP a-t-il d'abord convenu que le classement des menaces (ou risques) serait établi selon deux systèmes de notation, pondérés de façon égale :

- d'une part, le **degré d'unanimité** des différents groupes interrogés sur cette menace (ou ce risque), selon le principe que plus cette menace (ou ce risque) est partagée par les différents groupes interrogés et donc, par les différents acteurs engagés au contact sur un théâtre, plus cette menace (ou ce risque) doit, en priorité, trouver une réponse capacitaire.
- d'autre part, la **grille d'analyse de l'EMAT sur les micromenaces**

qui tient compte de leur dangerosité, de leur occurrence et de leur criticité.

En outre, le GP s'est employé à rattacher à chaque menace (ou risque) identifiée, les réponses capacitaires les plus appropriées pour la prévenir, la diminuer ou y faire face, même indirectement. Ainsi, les capacités à développer (ou à acquérir) ont été finalement hiérarchisées en fonction du **nombre** et de la **priorité** des menaces (ou risques) auxquelles elles contribuent à répondre.

LES RESULTATS DE L'ETUDE

Les menaces jugées prioritaires

42 menaces (ou risques) ont été identifiées, puis hiérarchisées, lors de cette enquête : toutes sont craintes par les acteurs interrogés et toutes ont un impact sur leur engagement au contact.

En fonction de leur dangerosité, de leur probabilité d'occurrence sur les théâtres, de leur criticité pour les forces (ou pour la France) et du degré d'unanimité des groupes de travail, les menaces ont donc été classées en trois niveaux :

- 14 menaces exigent **impérativement** une réponse ;
- 15 menaces nécessitent une réponse ;
- 13 menaces appellent une réponse.

Il faut noter que 80 % des menaces et risques ont obtenu un même degré de priorité dans les deux systèmes

d'évaluation (RETEX/EMAT). Les écarts résiduels entre ces deux cotations des menaces traduisent essentiellement le fait que les militaires français n'ont pratiquement pas connu d'engagement en force en zone urbaine depuis des décennies et qu'ils n'ont donc pas (ou rarement) été confrontés, par exemple, à des embuscades ou des tirs sol-sol ou sol-air. En revanche, ils ont paru plus sensibles aux risques liés à l'attitude de la population, notamment de la foule.

En tout état de cause, le classement final des menaces et risques retient comme prioritaires ceux qui ont été identifiés comme tels dans l'un ou l'autre des systèmes d'évaluation. De ce classement final, il ressort globalement que les contraintes à prendre en compte de façon prioritaire sont, dans l'ordre :

- l'**ubiquité**, voire la fugacité, **des menaces** directes contre la force ou la population, notamment les attaques asymétriques (attentats, tireur isolé...) ;
- puis, le danger que fait peser le **cloisonnement du milieu urbain** sur la manœuvre des unités (isolement physique, pertes des liaisons, rupture des flux logistiques...) ;
- enfin, de façon un peu moins sensible, le risque induit par l'**imbrication avec la population** (mouvements de foules, dommages col-

latéraux, contraintes juridiques et médiatiques...).

En outre, la **préparation des combattants** et leur **usage** prématurée dans un engagement en zone urbaine constituent l'une des premières préoccupations évoquées, même si elles n'appellent pas, a priori, de réponses strictement capacitaires.

Les capacités

Cœur du sujet de l'étude CAPAZUB, les **117 capacités** identifiées ont été classées en quatre catégories de priorité décroissante en fonction du nombre et de la priorité des menaces (ou risques) qu'elles contribuent à traiter.

Il apparaît que, parmi les capacités à acquérir en priorité 1 (30 capacités), les deux tiers tendent à **réduire les contraintes dues au cloisonnement du milieu** grâce à :

- l'établissement de **communications** fiables entre tous les intervenants (militaires comme civils) et la mise à disposition rapide à tous les niveaux des informations indispensables (transmissions de données) et du renseignement de situation ("**common operational picture - COP**") ;
- l'amélioration de l'**observation**, de la **détection** et de l'**identification** actives et passives (moyens d'observation diurne et nocturne, radars, drones, robots, capteurs abandonnés...) ;
- le **suivi en temps réel** des unités amies ;

- la mise en place d'un **référentiel topographique** en deux, voire en trois dimensions de la zone urbaine.

Ces résultats traduisent surtout le fait que c'est l'amélioration des capacités de communication et de perception de l'environnement qui permet de faire face au plus large éventail de risques et de menaces. Ils soulignent ainsi, la pertinence des études actuelles pour diffuser au sein des forces terrestres, jusqu'au plus bas niveau, les avancées des nouvelles technologies de l'information (numérisation de champ de bataille).

Les autres capacités de priorité 1 consistent essentiellement à améliorer la **protection** des combattants et des véhicules contre les agressions de toute nature (tirs ALI, coups, jets de pierre...), sans pour autant limiter leur mobilité, ainsi qu'à faciliter la **neutralisation non létale** d'individus et de groupes.

Parmi les capacités à acquérir (ou développer) en priorité 2 (33 capacités), près de la moitié (16) envisage des moyens, actifs et passifs, destinés à répondre à l'ubiquité et à la fugacité des menaces dans la zone urbaine. Il s'agit notamment des possibilités de **tir de précision** à partir d'hélicoptère, de **tirs de saturation** à partir de véhicules et de production d' **effets de zone**. De même, apparaissent à ce niveau de priorité les capacités à **durer** au combat.



CCH J.J. CHATARD/SIRPA Terre

Enfin, les capacités retenues en priorité 3 et 4, du fait même du processus suivi, sont plus spécifiques : elles ne concernent souvent qu'une fonction opérationnelle, voire un système d'arme, particuliers. Elles peuvent néanmoins être indispensables à ce système d'armes comme, par exemple, la protection active automatique des hélicoptères contre les missiles sol-air en cas de menace avérée de cette nature.

Les modes d'actions à maîtriser et l'adaptation des structures

Les groupes interrogés ont été appelés, de façon subsidiaire, à se prononcer sur les **modes d'action** à maîtriser en zone urbaine et sur d'éventuelles adaptations des structures du GTIA.

D'une manière générale, la spécificité de l'engagement en zone urbaine fait ressortir :

- un besoin crucial d'en-

traînement, notamment en interarmes ;

- la formalisation nécessaire des référentiels (documents de doctrine).

Il s'agirait en particulier d'étudier (dans l'ordre des préoccupations des groupes de travail) :

- le contrôle des foules (cité par 6 groupes) ;
- les techniques d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR) et le tir de combat (cités par 3 groupes) ;

- la pertinence, voire l'adaptation, du concept américain de "force protection" (cité par 3 groupes) ;

- les procédés d'organisation du terrain en zone urbaine (cités par 3 groupes) ;

- l'emploi des hélicoptères en zone urbaine : renseignement, reconnaissance, désignation d'objectifs, appui des unités au sol, etc. (cité par 3 groupes) ;

- l'évacuation des ressortissants en zone urbaine (cité par 3 groupes) ;

- les procédés de fouille : habitation, véhicules, individus (cité par 2 groupes).

Pour ce qui concerne les **structures**, au-delà des adaptations très anecdotiques qui ont été suggérées, il convient de relever que la préoccupation commune des participants reste

l'interarmisation nécessaire des unités engagées en zone urbaine. De surcroît, la dissociation de la section d'infanterie ou du peloton de char ne semble plus un tabou : certains envisagent de renforcer un peloton blindé par un groupe de combat ou, à l'inverse, une section d'infanterie par un char si les circonstances l'exigent, à l'image des RETEX étrangers (Irak et Israël).

Mais une fois encore, cette interarmisation des structures exige en amont une connaissance mutuelle, des procédures et des interfaces communes, ainsi qu'un entraînement préalable.

¹ Les SYSTEMES LTG, Laboratoires de Travail en Groupe.

En guise de conclusion, l'étude CAPAZUB, sans aboutir à des résultats proprement révolutionnaires, contribue à formaliser les besoins spécifiques qu'induit l'engagement d'un groupement tactique interarmes en agglomération. Il est d'ailleurs à noter que la plupart des préoccupations des cadres interrogés apparaissent également dans les témoignages étrangers analysés. Aussi faut-il espérer que cette étude lourde, pilotée par le CEREX, facilitera le travail des organismes qui ont en charge la préparation opérationnelle et technique des forces terrestres françaises. En tout état de cause, elle devrait alimenter la réflexion menée actuellement dans l'armée de terre sur l'engagement en zone urbaine en s'appuyant sur le retour d'expérience de ceux qui l'ont vécu.